



IDÉES

NIVEAU SCOLAIRE

Pour les spécialistes de l'école, on ne peut mesurer que « des » niveaux, dans certaines disciplines et à certains stades. Si la France n'est pas touchée par un décrochage majeur d'avec les autres pays de l'OCDE, qui serait signe d'un déclin cognitif, il existe bien des alertes sérieuses

HISTOIRE D'UNE NOTION

Dans les controverses sur l'école, la déploration de la « baisse du niveau » a longtemps été un signe distinctif de la pensée réactionnaire, prompt à l'attribuer à un laisser-aller éducatif hérité de 1968 et dont les effets indéfiniment prolongés auraient abouti à un effondrement. En face, il était de bon ton de moquer cette rhétorique du déclin en rappelant – ce qui est exact – qu'elle remonte au moins à l'Antiquité. La baisse du niveau ? « Une vieille idée de vieux », ironisaient les sociologues Christian Baudelot et Roger Establet, dans un ouvrage au titre provocateur *Le niveau monte* (Seuil, 1989). Les camps étaient bien délimités. Ils le sont nettement moins aujourd'hui. D'une part, la problématique s'est affinée. « Le » niveau, cela ne veut pas dire grand-chose : on ne peut mesurer que « des » niveaux, dans certaines disciplines et à certains stades des parcours scolaires. D'autre part, les débats prennent mieux en compte les différences internes aux générations d'élèves : vingt ans plus tard, les mêmes auteurs, sans se déjuger, soulignaient que « les écarts se creusent », l'école ne parvenant pas à compenser les inégalités sociales et culturelles.

On en est toujours là. En attestent les enquêtes du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), qui comparent tous les trois ans les systèmes éducatifs en analysant les performances d'un échantillon d'élèves de 15 ans. La prochaine enquête ayant été repoussée d'un an en raison du Covid-19, ses résultats sont attendus en décembre 2023. Mais la dernière, publiée en décembre 2019, confirmait

la France en championne des inégalités. Même si – point positif – le creusement des écarts y est « enrayé », elle reste le pays où l'origine sociale pèse le plus lourd sur le succès ou l'échec scolaire. Comme un médecin qui ne soignerait que les bien-portants, l'école française est efficace pour les « bons »

et inopérante pour les faibles. Le noyau des élèves en difficulté « plombe » ses résultats nationaux.

L'importance des écarts entre catégories d'élèves ne saurait cependant empêcher de situer notre système éducatif par rapport à d'autres pays. De ce point de vue, si l'on s'en tient au PISA, la réponse ne va pas dans le sens « décliniste » : il n'y a pas, par rapport à des pays comparables, de décrochage majeur qui ferait sombrer la France dans un déclin cognitif. Selon l'enquête 2018, dont la dominante était la compréhension de l'écrit, la France, avec 493 points, se classe en ce domaine très légèrement au-dessus de la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui comptabilise 487 points. Elle se situe ainsi entre la 15^e et la 21^e place, soit certes loin des meilleurs comme la Finlande mais au même niveau que l'Allemagne, la Belgique ou le Portugal.

Indistincte baisse

Le constat est similaire en « culture scientifique » et en mathématiques, où la France est également au-dessus de la moyenne de l'OCDE. La comparaison dans le temps des résultats français n'étaye pas non plus la thèse de l'effondrement : par rapport à la première de ces enquêtes, en 2000, les jeunes Français affichent des performances stables en compréhension de l'écrit et en





culture scientifique.

Alors, tout va bien? Certainement pas. Si l'on ne peut pas diagnostiquer une indistincte baisse de niveau qui engloberait tous les champs du savoir, certaines baisses spécifiques sont attestées dans des domaines cruciaux. Ainsi, en mathématiques, les

résultats de l'enquête Timms («Trends in International Mathematics and Science Study»), réalisée en mai 2019 sur un échantillon de 4186 élèves de CM1 et 3874 élèves de 4^e, classent la France et la Roumanie au dernier rang des pays de l'Union européenne et à l'avant-dernier rang des pays de l'OCDE, devant le Chili. Pour les CM1, c'est stable depuis la précédente enquête, en 2015. En revanche, pour les 4^{es}, qui n'avaient pas été évalués depuis 1995, la chute est spectaculaire, leur score étant désormais celui des 5^{es} d'hier.

Ce type de résultats n'est une surprise pour personne. Selon une étude publiée en novembre 2016 par la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), service statistique de l'éducation nationale, le niveau d'orthographe des élèves français ne cesse de chuter depuis plus d'une trentaine d'années. Sur une même dictée d'une dizaine de lignes donnée à des élèves de CM2 en 1987, 2007 et 2015, le nombre moyen d'erreurs – essentiellement liées aux accords – est passé de 10,6 à 14,3 puis 17,8.

Déjà, en 2007, dans leur livre *Orthographe : à qui la faute?* (ESF) publié dans une collection dirigée par Philippe Meirieu, les chercheuses Danièle Manesse et Danièle Cogis démontraient que le niveau d'une classe de 5^e de 2005 était celui d'un CM2 de 1987. Ce type d'études, année après année, vient objectiver le ressenti de nombreux universitaires devant des copies n'étant « pas au niveau » attendu de la part d'étudiants, et celui de professeurs du secondaire démunis devant certains élèves. Si la thèse de l'effondrement n'est pas étayée, il existe bien, sur le niveau scolaire, une série d'alertes sérieuses et persistantes. ■

LUC CÉDELLE

**LA FRANCE
RESTE LE PAYS
OÙ L'ORIGINE
SOCIALE PÈSE
LE PLUS LOURD
SUR LE SUCCÈS OU
L'ÉCHEC SCOLAIRE**

